

lent revenir pour le blé aux conditions qui existaient en 1905 pour l'éclairage et l'énergie électrique. A ce moment-là, on donnait nos ressources naturelles et sir James Whitney ainsi que ceux qui partageaient ses idées étaient traités d'anarchistes et de socialistes amateurs, parce qu'ils voulaient conserver pour le peuple les ressources naturelles et les pouvoirs d'eau du pays. Nous prétendions que le même principe de protection devrait s'appliquer aux producteurs de céréales; ce que fit M. Drury? Il était président du conseil national d'agriculture et, le 2 avril 1924, il présenta au cabinet au nom de cette organisation un mémoire laissant entendre que la protection était un mal implacable et que le cultivateur avait été exploité et pillé par ceux qui jouissaient de privilèges spéciaux. Les cultivateurs demandaient en conséquence à être soulagés du fardeau artificiel qui pesait sur eux et une déclaration fut faite en faveur de la réciprocité avec les Etats-Unis et de l'abolition immédiate du tarif. Leurs demandes tendaient au libre-change. Ontario se débarrassa cependant le 24 juin d'un obstacle qui se trouvait sur sa route—je veux parler, comme je l'ai dit dans cette Chambre le 5 mai 1924, du soi-disant gouvernement fermier Drury—bien que la politique des membres de ce parti à Ottawa ait continué à nuire à la prospérité du pays. Ce parti est le pire ennemi de la prospérité de ce pays, un ennemi de ses propres partisans qui s'occupent de la culture des céréales et de la production agricole en général dans le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta. S'il avait continué à appliquer sa politique de libre-échange et si des milliers de nouveaux producteurs de céréales avaient été envoyés dans les provinces de l'Ouest comme il voulait le faire et créer de la sorte une surproduction, dans quelle situation le Canada se serait-il trouvé quand la crise est survenue en 1930? Qui est à blâmer pour cet excédent de production? Les libéraux et le libre-échange.

L'honorable député de Shelburne-Yarmouth a été l'autre soir d'une violence inaccoutumée; il s'est servi en parlant du chef du Gouvernement des mots "bluff" et "fanfaronnade". S'il y a quelque part du bluff et de la fanfaronnade, c'est bien dans la politique de protection pour les céréales qu'a adoptée le parti libéral. Après avoir prêché le libre-échange, les membres de ce parti tournent maintenant vers la protection en appuyant des mesures de stabilisation, des subventions, des crédits et des gratifications de toute sorte. Après avoir parcouru le pays en dénonçant le parti conservateur comme un ennemi des producteurs de céréales, qu'ont-ils dit dans Ontario? Ils ont dit que les pires ennemis des producteurs de

céréales de l'Ouest étaient les manufacturiers établis à l'est des Grands lacs. Qu'ils me permettent de leur dire que les pires ennemis des producteurs de céréales des provinces des Prairies se trouvent à l'ouest des Grands lacs; ce sont les Bourses des grains, la Bourse des grains de Winnipeg, les coalitions de propriétaires d'élevateurs, les coalitions de compagnies de transport et tous les intermédiaires qui, depuis bien des années, tiennent le pauvre producteur de céréales à la gorge. Je prétends, en conséquence, que si ce Gouvernement n'avait pas fait autre chose pour mériter l'appui du peuple, il mérite de l'avoir pour les mesures progressives qu'il a prises en vue de l'étatisation de l'industrie des céréales. Il a pris une attitude véritablement patriotique. Il est certain que c'était un cas d'urgence et le Gouvernement ne pouvait pas faire autre chose que ce qu'il a fait; il s'est porté acheteur et a utilisé à cet effet tout le crédit du pays. S'il ne l'avait pas fait, le Canada était voué à la faillite.

Chaque région du pays s'intéresse au projet de loi. L'autre soir, dans ma circonscription, j'ai dit qu'il mettrait fin à jamais aux agissements des intermédiaires, des profiteurs; des monopoles des céréales, des élevateurs et des entreprises de transport, comme de tous les spéculateurs du marché à terme qui étranglaient le pauvre cultivateur. Ainsi, ce dernier touchera un meilleur prix pour son blé. Le jour n'est pas loin, ai-je ajouté, où nous aurons une politique d'ordre national à l'égard de notre blé dur, grâce à laquelle nous transformerons ce blé en farine au pays, pour aller le vendre ensuite outre-mer. Le pays a le bonheur d'avoir à sa tête un homme d'Etat qui a effectué cette réforme. J'ai beaucoup de respect et d'admiration pour l'honorable représentant de Shelburne-Yarmouth que je connais depuis de nombreuses années; je le connaissais, tout comme son associé, avant même de faire partie de la Chambre. Mais, puisqu'il demande une enquête sur le syndicat coopératif du blé, je me permets de rappeler un souvenir, à lui-même et au parti libéral. Il y a un certain nombre d'années, ces gens ne désiraient pas tellement une enquête sur le commerce des céréales. Que fit M. Crerar, que firent les libéraux et les progressistes, quand, en 1921, le gouvernement unioniste tenta un effort considérable pour aider les Prairies, pour accorder du secours au pauvre producteur de grain que les intermédiaires et les profiteurs empêchaient de toucher un prix convenable pour son produit? Qu'il me soit permis de lire le compte rendu de ce que je disais en présence de M. Crerar le 5 mai 1924:

On ne saurait dire trop clairement ni trop souvent que les Etats-Unis ne sont plus main-